

***Lettre ouverte à François Mitterrand,
Président de la République française***

MOURIR POUR LA BAULE

Monsieur le Président de la République, on ne saura sans doute jamais combien de Togolais viennent de mourir pour avoir cru à un avenir démocratique, pour s'être imaginé que la « conditionnalité » que vous avez proposée à La Baule, en juin 1990, n'irait pas, de la part de la France, sans défense vigilante des transitions engagées.

Après ceux des 1^{er} et 8 octobre 1991, le coup de force qui a abouti le 3 décembre à l'arrestation du Premier ministre de la transition, Me Joseph Koffigoh, a cruellement affecté les espoirs démocratiques des Togolais, en particulier de tous ceux qui ont témoigné courageusement lors de la Conférence nationale tenue du 8 juillet au 28 août. Aujourd'hui, de nombreux dirigeants de partis et d'associations doivent fuir le pays ou vivre dans la clandestinité.

C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, de rompre le silence et d'en finir avec les gesticulations de dix parachutistes campant dans l'ambassade française à Lomé pour protéger des ressortissants européens qui n'ont jamais été inquiétés. Après ce coup de force contre la démocratisation au Togo, c'est la crédibilité même de votre discours de La Baule qui est en cause. Pour lever toute ambiguïté, une action ferme et énergique doit être conduite, par exemple la suppression immédiate de l'aide publique au Togo, son rétablissement ne devant avoir lieu qu'après un retour sans condition au processus démocratique mis en route à la Conférence nationale.

Nombreux sont les Africains qui ne comprennent pas ce qui se passe au Togo et craignent, à juste titre, que le coup de force de Lomé n'encourage les autocrates encore au pouvoir à résister par tous les moyens aux initiatives démocratiques. La France, qui avait promptement organisé en septembre 1986 son « Barracuda de gauche » pour sauver la dictature Eyadéma, semble soudain inerte, alors que la démocratie est menacée. Ainsi, la dictature paraît protégée et la démocratie

serait un « luxe pour les Africains » ! Les tergiversations des puissances occidentales au Zaïre et à Madagascar n'ont pu qu'encourager certains militaires togolais. Doit-on penser que ces hésitations corroborent l'idée, maintes fois énoncée, selon laquelle il faudrait « laisser le temps au temps » pour que les dictatures africaines disparaissent ? Mais les Africains exigent, de plus en plus nombreux, la démocratie « ici et maintenant », tandis que les autoritarismes usent de ces sursis qui leur sont accordés pour se rétablir. En définitive, la situation actuelle au Togo présente de fortes analogies avec celle que le pays a connue en 1963 quand les militaires, après avoir assassiné Sylvanus Olympio, l'ont remplacé par Nicolas Grunitzky qui est devenu leur otage.

Le jeu obscur qui consiste à ménager la dictature Eya-déma, tout en soutenant officiellement le Premier ministre togolais, montre aujourd'hui ses limites. Un jeu semblable a conduit un pays comme le Zaïre à la débâcle.

Des Africains ont toujours combattu, par divers moyens, les dictatures érigées dans leurs pays et ont travaillé à l'élaboration de solutions de rechange. Les revendications démocratiques dont l'Afrique est aujourd'hui le théâtre surgissent des entrailles de ses enfants, la perestroïka et La Baule n'ayant fait que favoriser les conditions de leur émergence.

Dans tous les cas, la démocratisation au Togo est devenue un test essentiel pour la France qui joue en Afrique sa crédibilité et son honneur.

C'est pourquoi, Monsieur le Président de la République, notre devoir est d'aider les Africains à garder l'espoir. Nous protestons donc contre une politique faite de louvoiements et d'atermoiements, dont l'opacité n'a d'égal que la confusion. Nous demandons l'application de principes simples — clarté et fermeté — au service du combat pour la démocratie.

12 décembre 1991

Politique africaine

NB. Photocopiez, signez et faites signer cette lettre ouverte pour donner plus d'ampleur à notre protestation. Communiquez les signatures au siège de *Politique africaine*, à l'attention de son président (CEAN, Domaine universitaire, B.P. 101, 33405 Talence Cedex).